

De Paris, à l'aube du vendredi 19 octobre 1951
Lettre n° 1.967

25X1

Monsieur,

La grève des examens continue. Les universitaires demandaient l'assurance que le statut de la Fonction publique constituait toujours la charte des rémunérations publiques et la promesse qu'un nouvel effort serait accompli l'an prochain, pour compléter les mesures de revalorisation prises cette année. Le gouvernement s'y est refusé, après avoir examiné la situation financière et les prévisions budgétaires de 1952. Cela se conçoit, mais il n'en reste pas moins que, du point de vue strictement moral, le fait de ne pas vouloir reconnaître le statut de la Fonction publique est des plus contestables. La situation est donc très tendue et ce n'est pas la motion votée par le Conseil général des Basses-Pyrénées, motion à laquelle la présidence du conseil s'est plu à donner une certaine diffusion, qui aplanira les difficultés. Elle demande, en effet, au gouvernement de ne pas sacrifier l'intérêt général à l'appétit d'une partie de la population qui n'est pas la plus à plaindre. N'est avis que cette phrase fera du bruit dans le Landerneau fonctionnaire, et comme les universitaires ont eu l'habileté de placer le différend sur le plan général de la Fonction publique, qu'ils ont acculé le gouvernement à refuser de reconnaître le statut, il faut, je crois, attendre des réactions assez vives.

Il n'est pire que l'agneau qui devient enragé, ni plus grande folie que celle qui est commise sérieusement par un homme raisonnable qui a subitement décidé de ne plus l'être. Une grève des métaux peut être grave, mais elle peut toujours être réduite. Quand l'Association des agrégés se résigne à employer un moyen qu'elle a longtemps jugé indigne d'elle, la situation devient désespérée et la contagion sur les couches moins cultivées est inévitable. Si un soldat déserte, le régiment ne suit pas. Si ce sont les officiers, toute la troupe lâche pied.

Ce problème des fonctionnaires est d'autant plus grave qu'il s'agit surtout d'une question de principe. Le conseil des ministres en parlera ce matin. Il parlera aussi du budget et René Mayer doit faire à ses collègues un vaste exposé de la politique économique et financière qu'il préconise. Elle peut se résumer en une formule : mettre fin au protectionnisme français et au dirigisme des ententes professionnelles. Elle est subordonnée à la constitution d'un vaste marché européen et à un approvisionnement en main-d'œuvre. Le budget de 1952 comportera des dépenses de l'ordre de 3,500 à 3,600 milliards et des recettes oscillant autour de 2,400 à 2,500 milliards. Je vous ai donné des chiffres à diverses reprises. Ils n'ont pas changé.

Brune parlera des élections cantonales et l'on s'attend généralement que les ministres indépendants feront quelques observations amères aux ministres paysans, accusés de vraiment trop tirer la couverture à eux, alors que, lors des élections législatives, les deux groupes marchaient ensemble. Les paysans rétorquent que les indépendants sont trop individualistes, que leur groupe est un temple avec plusieurs chapelles (celle de Reynaud, celle de Temple, celle de Duchet) et qu'ils ne discuteront que lorsque ces diverses chapelles ne formeront plus qu'une seule église. La situation de la majorité gouvernementale est donc des plus confuses, à l'heure où le cabinet va s'attaquer au problème le plus aride, celui du budget.

Dans le domaine international, vous connaissez par la presse les indiscretions de Vychinski sur la visite que lui a rendue Alan Kirk, le

.....

- 2 - n° 1.967

5 octobre. C'est de l'histoire. Dans l'actualité, l'affaire égyptienne est au cran d'arrêt. Les Anglais tiennent le canal de Suez. Ils ne semblent d'ailleurs pas avoir été pris au dépourvu. J'en veux pour preuve un événement très mince, mais très caractéristique. Stirling et son équipe sont en effet à Khartoum, depuis le 8 ou le 9 octobre. Or, Stirling est l'un des as de l'Intelligence Service, dont le champ d'action est la Syrie. Londres, qui reconnaît en lui le meilleur de ses agitateurs, ne le déplace que dans des circonstances d'une gravité exceptionnelles. En l'occurrence, le Soudan est un maillon trop important de la ligne Montgomery pour que les Anglais ne mettent pas le prix pour le conserver. Il feront jouer le parti Umma, qui est attaché aux derniers descendants du Mahdi, contre le parti Ashigga, qui groupe les Musulmans du Nord et sur lequel s'appuie le Caire. Avec, à l'arrière-plan, les avions anglais stationnés sur les aérodromes du Soudan, renforcés, éventuellement, par des avions américains que les Britanniques ne verront pas arriver de gaieté de cœur, mais auxquels ils présenteront bon visage, car nécessité fait loi. Sur le plan politique, le gouverneur général Howe propose au Caire de reprendre la vieille idée de l'"autonomie" soudanaise, sous une tutelle plus lâche de Londres. Le Caire refuse, évidemment.

Mais les Occidentaux ont d'autres armes et tout d'abord --comment on serait-il autrement au Moyen-Orient-- une arme pétrolière. Les exploitations pétrolières égyptiennes sont sur le bord africain de la Mer Rouge. Entre 1939 et 1944, plus de cent puits ont été forés, dont cinq à peine se sont révélés improductifs. Mais les intérêts pétroliers égyptiens sont supervisés par une compagnie à majorité anglaise et la raffinerie de Suez est aussi propriété anglaise. Or, des prospections, commencées en 1945, en Israël, dans la région du Sinaï, se sont révélées très brillantes. Des forages sont en cours à Khabra, aux environs de la frontière israélo-égyptienne, et à Abou-Homs, en plein centre de la presqu'île, entre Suez et Akaba. Les foreurs, qui sont juifs et anglais, ont découvert une nappe, dont on assure qu'elle est fort importante, à Ras el Matarna. Ces régions sont en territoire contesté et, à l'arrière-plan des revendications égyptiennes, il y a donc le pétrole et la rivalité avec Israël.

En ce qui concerne le canal de Suez, les Anglais reviennent à un vieux projet, déjà étudié en commun avec les Américains et qui vise à rien de moins qu'à la construction d'un autre canal qui stériliserait complètement Suez et dans laquelle la ville névralgique d'Akaba jouerait un rôle primordial. Côté américain, l'ingénieur Lowdermilk, un spécialiste des pipe-lines et des percements étendus, est sur place. Son plan, qui fait partir le nouveau canal d'Akaba et lui fait traverser les parties les plus basses du désert de Sinaï, se double d'un travail gigantesque, consistant à amener l'eau de la Méditerranée à la Mer Morte, afin de créer de puissantes chutes pour actionner des usines électriques et fertiliser des étendues actuellement désertiques. Devant ce plan, les Anglais étaient réticents en 1947; ils le sont beaucoup moins maintenant et ils imaginent volontiers les travaux menés par Israël avec des capitaux en grande partie américains et, pour une faible part, britanniques. Ils n'en considèrent pas moins que leur position serait forte, du fait de la nécessité pour mener à bien les travaux d'assurer leur protection avec les troupes de contrôle du canal de Suez et du Soudan. Il est bien évident que ces projets, qui sont le fait de ceux qu'on peut appeler les "permanents" du Foreign Office, ne seront exposés que si le futur gouvernement britannique s'y rallie. Il convient donc d'attendre les prochaines élections anglaises pour savoir comment le jeu sera mené. En somme, les fonctionnaires calment actuellement leur impatience en "pelotant avant partie".

105

- 3 - n° 1.967

Ne quittons pas l'Afrique. Le général Guillaume s'est envolé de nouveau vers le Maroc, après avoir conféré à Paris avec Léonard et Périllier. Dans une de nos lettres des premiers jours de ce mois, je vous ai signalé que les propos tenus par le Sultan, en réponse à la déclaration de Guillaume, lors de son entrée en fonction, le 3 octobre, paraissent exclure un recours à l'O.N.U. Si des différends éclataient, ils seraient réglés entre nous, avait dit en effet le Sultan. La plainte déposée à l'O.N.U. par divers pays arabes est venue me contredire, en même temps, d'ailleurs, qu'elle passait outre aux intentions manifestées par le souverain marocain. Il y avait donc là un point à élucider. D'autant plus que si l'accueil réservé par le Sultan à Guillaume était empreint de cordialité, celui de la population était particulièrement chaleureux. Cette opposition entre l'attitude marocaine locale, d'une part, les affirmations des agitateurs nationalistes en tournée et la plainte des pays arabes à l'O.N.U., d'autre part, doit donc être soulignée. A l'accueil chaleureux du Maroc, on peut trouver trois raisons. La première est d'ordre psychologique. Le nouveau résident était déjà connu de la population. Il parle le berbère et l'arabe. Un lien de sympathie s'est donc établi dès l'abord. En second lieu, le premier point étant acquis et l'action précédente du général Guillaume au Maroc faisant bien augurer de sa compréhension profonde des gens du pays, les Marocains ont accueilli avec satisfaction les paroles de très grande fermeté du nouveau résident, accompagnées d'ailleurs de certaines promesses. Il semble, en effet, que la grande majorité de la population, surtout du bled, atteinte par un certain malaise, consécutif aux derniers événements, non seulement accueillerait avec soulagement, mais demande le retour à une situation nette. Les aspirations nationalistes, présentées de la façon que l'on sait ("indépendance", etc.), sont forcément séduisantes, mais la très grande majorité des gens garde encore une nette prudence pour ce qui est un "inconnu". Elle voit ce qu'a procuré la présence française et, si elle est peu sensible au fond d'elle-même à certains progrès chers aux Occidentaux, elle est, par contre, satisfaite de la quiétude apportée. Le mouvement nationaliste l'attire et la gêne en même temps et elle serait satisfaite que, en tenant compte de leur évolution normale, les Français continuent de tenir les rênes. Ces gens, la très grande majorité, qui avaient accueilli presque avec empressement les initiatives du général Juin dans son action de "redressement de la situation" à son arrivée, qui avaient subi un "flottement" après avoir vu le Sultan conserver son trône en mars, seraient donc soulagés que tout s'arrange par des conditions acceptables et dans la fermeté.

Guillaume a d'ailleurs axé les grandes lignes d'un "programme d'union et d'action". Union entre Arabes, Berbères, Juifs et Français, même Européens; et, ceci établi, action pour la progression sociale, économique et politique. Il est à noter ses appels réitérés à la jeunesse du pays, afin de chercher une solution d'avenir. Enfin, il n'a pas caché son intention de combattre avec force, par contre, "ceux qui ne voudront pas comprendre ou accepter sa main tendue".

En troisième lieu, enfin, on relève le ton modéré des nationalistes à l'arrivée de Guillaume. Leurs sentiments n'ont certes pas changé, mais ils tâchent "de prouver que la faute incombait à la brutalité et à l'esprit rétrograde" du général Juin. Juin, responsable de l'impasse, est "enfin parti". On espère que la France se montrera plus compréhensive et tout ira bien. Paris doit comprendre, selon eux, qu'en réclamant leur "liberté souveraine", les Marocains sont pleins de modération. Ils reconnaissent ce que la France a fait et, le système de protectorat étant révolu, ils sont prêts à garantir (on ne sait d'ailleurs pas sous quelle forme) les intérêts des Français du Maroc, dès qu'il aura été donné suite à leurs "légitimes aspirations".

- 4 - n° 1.967

Cependant, les nationalistes extrémistes ont déjà repris ces jours-ci une position nette : ils ont proclamé qu'"il n'y avait rien de changé avec le général Guillaume", selon leur interprétation de ses premiers discours, car celui-ci n'est pas enclin à leur thèse de l'"indépendance d'abord". Et, l'avant-veille de son départ pour Paris, le résident a assuré que le nationalisme extrémiste et rétrograde ferait le lit du communisme dans le monde arabe. Il est donc déjà hors de doute que si Guillaume a l'espoir d'une union satisfaisante avec la majorité de la population marocaine, que s'il fait un essai de collaboration loyale avec le Sultan et que s'il espère, par l'application ferme de mesures attendues (notamment l'intégration plus effective des autochtones à l'administration, leur réelle participation à la gestion des affaires politiques, etc.), amener les nationalistes modérés à une coopération, il est déjà, par contre, convaincu qu'il va devoir à lutter, à brève échéance, contre la faction des militants de l'Istiqlal. Le tableau qu'il a présenté au gouvernement français s'appuie sur ces grandes lignes.

paul dehenne